

Annexe 1

Ville de Saint-Raymond

FORMULAIRE DE DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE

1 – Identification de l'emplacement concerné par la demande de dérogation mineure	
Numéro(s) de lot(s) :	
Numéro de matricule :	
Adresse :	
Zone concernée :	
Est-ce qu'il y a présence d'un milieu hydrique (lac, rivière, ruisseau, milieu humide, etc.) sur l'emplacement visé par la demande de dérogation mineure ou à proximité de celui-ci? Oui ☐ Non ☐	
Est-ce qu'il y a présence d'une zone à risque d'érosion ou de mouvement de terrain, d'un talus ou d'une forte pente ($\geq 20^\circ$ ou 36,4 %) sur l'emplacement visé ou à proximité de celui-ci? Oui ☐ Non ☐	

2 – Identification du requérant de la demande de dérogation mineure	
Propriétaire ☐ Locataire ☐ Mandataire ☐	
Nom :	
Nom :	
Adresse :	
Numéro(s) de téléphone :	(____) _____ - _____ (____) _____ - _____
Adresse courriel :	
<i>Si la demande n'est pas effectuée par le propriétaire de l'immeuble, le requérant doit obtenir une procuration l'autorisant à signer et à déposer la demande.</i>	

3 – La demande vise-t-elle des travaux projetés, en cours de réalisation ou déjà exécutés?	
Travaux projetés ☐	
Travaux en cours ou déjà exécutés ☐	Les travaux ont-ils fait l'objet d'un permis de construction ou d'un certificat d'autorisation? Oui ☐ ► Numéro du permis ou du certificat : # _____ Non ☐ ► La demande n'est pas admissible

4 – Disposition réglementaire visée par la demande de dérogation mineure	
Règlement de lotissement numéro 584-15 ☐	Numéro de l'article :
Règlement de zonage numéro 583-15 ☐	Numéro de l'article :
<i>Voir la section 4.1 du règlement relatif aux dérogations mineures numéro 899-25 de la Ville de Saint-Raymond qui indique les dispositions des règlements de lotissement et de zonage ne pouvant pas faire l'objet d'une demande de dérogation mineure.</i>	

5 – Description de la demande

6 – Justifications de la demande de dérogation mineure (voir annexe A du formulaire)

a) Indiquez les raisons pour lesquelles vous ne pouvez pas vous conformer aux dispositions réglementaires :

b) Quel(s) préjudice(s) vous cause(nt) l'application de la réglementation?

c) Si la demande de dérogation mineure est accordée, risque-t-elle de causer préjudice aux propriétaires des immeubles voisins? **Oui** ☐ **Non** ☐
(expliquez votre réponse ci-dessous)

d) Avez-vous prévu des solutions pour diminuer les impacts de la dérogation demandée sur les immeubles voisins? **Oui** ☐ **(indiquez ci-dessous les solutions envisagées)** **Non** ☐

e)	Si la demande de dérogation mineure est accordée, est-ce qu'elle peut avoir pour effet d'aggraver les risques en matière de sécurité publique ou de santé publique? Oui ☐ Non ☐ (expliquez votre réponse ci-dessous)
f)	Si la demande de dérogation mineure est accordée, est-ce qu'elle peut avoir pour effet de porter atteinte à la qualité de l'environnement ou au bien-être général? Oui ☐ Non ☐ (expliquez votre réponse ci-dessous)

7 – Documents à joindre à la demande de dérogation mineure	
☐	Le présent formulaire dûment complété et signé
☐	Paieement des frais exigibles lors du dépôt de la demande de dérogation mineure
☐	Certificat de localisation de la propriété, si disponible
☐	Un certificat d'implantation préparé par un arpenteur-géomètre, si la demande vise l'implantation d'une nouvelle construction
☐	Plans de construction et croquis permettant d'avoir une bonne compréhension du projet
☐	Photographies récentes de l'emplacement visé par la demande et du milieu environnant
☐	Plan-projet de lotissement préparé par un arpenteur-géomètre, si la demande vise une opération cadastrale
☐	Procuration signée par le propriétaire autorisant le requérant à déposer la demande (Document requis seulement si le requérant de la demande n'est pas propriétaire de l'immeuble)
☐	Tout autre document pertinent dans le contexte de la demande

8 – Déclaration du requérant	
Je soussigné(e), atteste par la présente que les renseignements soumis dans la présente demande sont complets et exacts. Je déclare également avoir pris connaissance de la réglementation applicable et de la procédure requise dans le cadre d'une demande de dérogation mineure.	
_____ Signature du requérant ou de la requérante	_____ Date

9 – Section réservée à l'usage de la Municipalité		
Numéro de la demande :	#	
Date de réception de la demande complète :	___ / ___ / ___	
Frais d'étude de la demande payés le :	___ / ___ / ___	# du reçu :
Analyse de la demande par le CCU le :	___ / ___ / ___	
Date de publication de l'avis public :	___ / ___ / ___	
Décision du conseil : La dérogation mineure est accordée ☐ La dérogation mineure est refusée ☐		
Date de la séance de conseil :	___ / ___ / ___	Numéro de résolution :
Si la dérogation mineure est accordée dans un lieu où l'occupation du sol est soumise à des contraintes particulières pour des raisons de sécurité ou de santé publiques, de protection de l'environnement ou de bien-être général :		
Date de transmission de la résolution à la MRC	___ / ___ / ___	Expiration du délai : ___ / ___ / ___ (90 jours)
<u>Avis du conseil de la MRC :</u> ☐ La MRC a avisé la Municipalité qu'elle n'entend pas se prévaloir des pouvoirs prévus au quatrième alinéa de l'article 145.7 de la LAU ☐ Le conseil de la MRC a adopté une résolution imposant des conditions applicables à la dérogation mineure ☐ Le conseil de la MRC a désavoué la décision du conseil municipal ☐ Le délai de 90 jours suivant la transmission de la résolution à la MRC est expiré		
Date de l'avis de la MRC :	___ / ___ / ___	Numéro de résolution :
Date de prise d'effet de la dérogation mineure	___ / ___ / ___	
Numéro du permis ou du certificat d'autorisation	#	Date de délivrance : ___ / ___ / ___

CRITÈRES D'ÉVALUATION D'UNE DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE

L'évaluation d'une demande de dérogation mineure doit tenir compte des critères suivants :

- 1° La demande qui fait l'objet d'une dérogation mineure respecte les orientations et les objectifs du plan d'urbanisme;*
- 2° L'application du règlement de zonage ou de lotissement cause un préjudice sérieux au demandeur;*
- 3° La dérogation, si elle est accordée, ne portera pas atteinte à la jouissance du droit de propriété des propriétaires des immeubles voisins;*
- 4° Si la demande vise des travaux en cours d'exécution ou déjà exécutés, ceux-ci doivent avoir fait l'objet d'un permis et avoir été exécutés de bonne foi;*
- 5° Le fait d'accorder la dérogation mineure n'aura pas pour effet d'aggraver les risques en matière de sécurité publique ou de santé publique;*
- 6° Le fait d'accorder la dérogation mineure n'aura pas pour effet de porter atteinte à la qualité de l'environnement ou au bien-être général;*
- 7° La demande a un caractère mineur en regard des exigences prescrites dans la réglementation;*
- 8° Il s'agit d'un cas d'espèce qui ne peut être solutionné autrement que par une dérogation mineure;*
- 9° L'autorisation de la dérogation ne risque pas d'engendrer un effet d'entraînement pour des demandes similaires ou de créer un précédent sur le territoire de la municipalité.*

Ces critères sont imposés par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) et par le règlement relatif aux dérogations mineures numéro 899-25 et aucune dérogation mineure ne peut être accordée si l'un de ces critères n'est pas respecté.

****Il est à noter que la demande doit être conforme à toutes les dispositions de la réglementation d'urbanisme ne faisant pas l'objet de la demande de dérogation mineure.***

CHEMINEMENT D'UNE DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE

